

# Trois tendances s'affrontent au Congrès du P.C. américain

Le PC des Etats-Unis est une petite organisation très peu liée à la classe ouvrière américaine qui, dans sa masse, n'a pas encore atteint le stade du parti ouvrier indépendant. Ce PC a connu une répression forcée qui le maintient dans une semi-légalité.

Le rapport de Khrouchchev a ouvert dans ce parti une crise qui a trouvé son expression — mais non sa solution — au Congrès qui s'est tenu à New-York dans la première quinzaine de février.

Trois tendances se sont ouvertement affrontées.

L'une, dirigée par J. Gates, rédacteur en chef du « Daily Worker » qui était fortement soutenu par l'organisation new-yorkaise du parti, reprenait les positions de l'ancien secrétaire, Browder, exclu en 1946, pour avoir transformé le parti en une Association d'éducation politique. Il s'agissait d'un courant droitier caractérisé. La proposition de Gates fut battue au Congrès à une très forte majorité (plus de 300 voix contre 3 et 17 abstentions).

Le président du parti, le vieux William Z. Foster, adopta une ligne de stricte obédience au Kremlin. Il fut d'ailleurs appuyé par un article de la « Pravda » et par une lettre de Jacques Duclos. « L'Humanité » a nié l'existence d'une lettre de Duclos au

Congrès, disant qu'il n'y avait que le message du CC du parti français au Congrès. Il n'y avait peut-être pas de lettre de Duclos... au Congrès, mais il y en eut une — du 21 janvier — probablement adressée à la direction et qui fut invoquée dans le discours de Foster qui fut lu au Congrès.

Mais, la majorité du Congrès, dirigée par le secrétaire du Parti, Eugène Dennis, adoptait (environ à une majorité des 2/3) des résolutions beaucoup plus nuancées que la position de Foster, laissant la porte ouverte à bien des évolutions ultérieures.

Une résolution déclare que « de graves erreurs et insuffisances dans les rapports [entre l'URSS et des Etats comme la Pologne et la Hongrie] ont été révélées et quelques-unes ont été corrigées. » Elle ajoute que les partis communistes ont « le droit et la responsabilité de faire des critiques amicales à des partis frères ou à des actions de gouvernements socialistes. »

Mais la divergence se marqua surtout dans une autre résolution votée disant que le parti « interprète et applique » les principes marxistes-léninistes en fonction des conditions américaines; Foster s'était opposé au mot interprétation, disant que le marxisme-

léninisme perdrait son « caractère international » s'il devait se réduire à « d'innombrables interprétations nationales » — ce qui serait correct d'une façon générale s'il n'avait pas voulu pratiquement maintenir ce qui s'était fait dans le passé, c'est-à-dire — pour reprendre les termes de Max Weiss, responsable à l'éducation, qui présenta la résolution — « admettre tacitement » que les positions du PC de l'URSS étaient « ipso facto validées ».

Autrement dit, le Congrès n'a pas pris une position politique nettement opposée à la politique actuelle de la direction soviétique, mais il a en fait ouvert une porte qui lui permettra de le faire le cas échéant à l'avenir.

Il y a lieu de noter que ce parti a connu, avant le Congrès, et au cours de celui-ci, une intense lutte fractionnelle.

Ajoutons que le Congrès avait été sous la surveillance de la police qui, paraît-il, aurait filmé tous ceux qui y entraient. La presse n'avait pas été admise, mais le Congrès fut suivi par une douzaine d'observateurs d'organisations de défense des droits et libertés civiles qui avaient été invitées — dont l'indépendance par rapport au stalinisme ne peut faire le moindre doute.

## LA CRISE MURIT EN U. R. S. S.

Dans nos précédents numéros, nous avons signalé les manifestations de plus en plus nombreuses qui attestent d'un renouveau en Union soviétique même.

Tout naturellement ce sont les milieux intellectuels qui réagissent le plus fortement contre le régime bureaucratique qui ne leur donnait des avantages matériels, des privilèges, qu'à condition de renoncer à la liberté de la création et de chanter les louanges des grands chefs.

Le « dégel » a pris tant d'ampleur que les successeurs de Staline s'en sont effrayés, et c'est Molotov qui fut désigné pour remettre les gens au pas. Mais il semble que le retour de Chepilov au secrétariat du Comité Central a pour objet de remplacer Molotov à cette fonction.

En tout cas, il n'est pas possible de revenir en arrière. La condamnation du roman de Doudintsev, « Pas seulement de pain » a provoqué des manifestations diverses, de la part d'écrivains ainsi que de celle d'étudiants.

Non seulement il s'avère difficile de remettre le couvercle sur la marmite, mais il faut autoriser la publication d'écrivains qui avaient été interdits ou même liquidés dans les années d'épuration stalinienne.

Le grand poète turc Nazim Hikmet, arraché aux prisons de son pays, a écrit une pièce interdite par la censure soviétique.

Ce qui donne une force réelle à toutes les manifestations des milieux intellectuels, c'est qu'elles expriment les tendances des larges masses de la société soviétique contre la bureaucratie dirigeante.

### Dans le PC britannique

Le 24 janvier s'est tenue, au Holborn Hall de Londres, une réunion des membres du PC britannique, groupant 110 participants, — en majorité de Londres, avec des observateurs de province. — en vue de discuter la préparation du prochain Congrès du PC qui doit se tenir à Pâques.

Il s'agissait d'une réunion d'opposants qui reprochant à la direction de bloquer la discussion en interdisant que celle-ci se porte aussi sur le texte présenté par la minorité de la commission sur la démocratie du parti (voir le précédent numéro de « La Vérité des Travailleurs »).

La réunion — où un rôle important fut joué par D. Swinnerton, un vieux membre et ex-président du parti — adopta la proposition de demander que l'interdiction des fractions soit levée jusqu'en 1958 pour que le parti puisse discuter et régler ouvertement les divergences existant dans son sein.

On sait que la presse polonaise et la presse yougoslave s'arrachent littéralement en URSS et que les autorités soviétiques ont dû renoncer à une tentative de ne pas les mettre en vente.

On sait que Fourtzeva, membre du Presidium, dans une usine de Moscou où elle avait fait un exposé, fut questionnée sur son traitement. « Ce n'est pas dans le sujet », commença-t-elle par répondre. Mais, pour les ouvriers ça se trouvait si bien dans le sujet qu'elle dut s'exécuter, avouant ainsi un chiffre extrêmement élevé.

On sait aussi qu'il y eut en novembre dernier une grève dans une usine de Moscou. Une grève dans une usine, c'est après tant d'années de répression bureaucratique un symptôme extraordinairement important. Et si l'on pouvait encore avoir le moindre doute sur les sentiments qui existent parmi les travailleurs, il suffit de rapporter la réponse d'un ouvrier à un inspecteur venu enquêter sur les raisons de la grève: « J'ai été prisonnier des Allemands, puis de Beria pendant des années. Je viens d'être libéré. Je ne crains pas la prison, j'en ai l'habitude, mais on ne m'empêchera pas de dire auparavant qu'avec 200 roubles par semaine, ça ne va pas. » (Le Monde, 31 janvier).

Je ne crains pas la prison! Les autorités bureaucratiques ne font pas peur aux masses. Il y a en URSS dès maintenant des millions d'hommes qui ont subi la répression, qui dans les prisons et les camps ont été à l'école de la lutte contre la bureaucratie, qui ne peuvent se satisfaire des quelques mesures de la bureaucratie, qui veulent rétablir la démocratie ouvrière. Nombre d'entre eux ont compris le rôle réactionnaire, contre-révolutionnaire de leur gouvernement contre le peuple hongrois. Il est d'ailleurs très significatif que l'on ne signale aucune résolution d'approbation de l'intervention en Hongrie par une seule assemblée ouvrière en URSS. Et pourtant les dirigeants soviétiques ont encore bien des moyens pour obtenir des votes d'unanimité. Mais ils savent certainement que c'est une question épineuse, que les milliers de soldats russes qui étaient en Hongrie sont des témoins accablants contre eux, et ils préférèrent se « justifier » que dans les colonnes de la Pravda.

A la dernière session du Soviet suprême, les dirigeants soviétiques ont montré à la fois qu'ils avaient à tenir compte d'une situation qui les dépasse et qu'ils restaient de parfaits bureaucrates dédaigneux des masses.

Au Soviet suprême, Chepilov fait un exposé comme ministre des Affaires étrangères. Le Soviet suprême — qui est formellement l'élu de l'ensemble de la population — l'approuve. Quatre jours plus tard, c'est le Presidium du parti qui le remplace au gouvernement sans demander l'avis des élus du pays. Il est vrai que ces « élus » ne sont eux-mêmes que des

bureaucrates et que les masses ne reconnaissent pas, en eux, leurs véritables représentants.

Tous ces bureaucrates essayent de défendre le régime qui en fait des privilégiés, en procédant à quelques réformes. Ainsi, des modifications ont été apportées au plan qui vont dans le sens d'une place légèrement plus grande pour les produits de consommation. En outre, des réformes ont été apportées à la structure de l'économie, dont la centralisation excessive paralysait le développement. Mais, dans tous les cas, il n'y a pas une place quelconque laissée à l'initiative des masses; ce sont des instances bureaucratiques régionales qui auront plus de liberté.

Les modifications apportées au système judiciaire laissent aussi plus de droits aux autorités régionales et locales; elles vont dans le sens d'un plus grand respect des droits formels de la justice, qui du temps de Staline était totalement inféodée au Guépéou. Mais ce n'est pas encore, il s'en faut, une justice populaire.

Le Soviet suprême a « réhabilité » des nationalités que Staline avait fait déporter pendant la guerre et ces nationalités vont être reconstituées, leurs membres revenant sur les territoires où ils vivaient autrefois. Il s'agit là d'une mesure de réparation véritable de crimes commis du temps de Staline. Toutefois, il faut noter que deux peuples déportés par Staline — les Allemands de la Volga et les Tartares de Crimée — ne sont pas compris dans les mesures annoncées.

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline, lisez:

Léon TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.)	1.150 fr.
Ma Vie (édition abrégée).....	250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.) .....	1.800 fr.
La Révolution trahie .....	375 fr.
Staline .....	720 fr.
Les crimes de Staline .....	375 fr.
Les Ecrits (recueil d'inédits).....	1.000 fr.

L'Affaire Marty, d'André Marty .. 585 fr.

Dossier de la déstalinisation. Le rapport Krouchtchev commenté par la IV<sup>e</sup> Internationale (nouvelle édition complétée) .....

200 fr.

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »  
64, rue de Richelieu Paris-2<sup>e</sup>.  
C.C.P. 6965-68 PARIS